



**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR**  
236, Boulevard du Maréchal Leclerc  
CS 90008  
83097 – TOULON CEDEX

**ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE PORTANT MISSION D'ASSISTANCE GENERALE A  
CARACTERE ADMINISTRATIF, FINANCIER ET TECHNIQUE A MAITRE D'OUVRAGE POUR LA CONDUITE  
DES OPERATIONS ET DE CONSEIL ET D'APPUI A LA COMMERCIALISATION DES ZONES D'ACTIVITES  
DE LA CCI DU VAR**

Marché passé en application des articles R.2124-2-1 et R.2162-2-1  
du code de la commande publique

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

## **ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHE**

### **1.1 OBJET DU MARCHE**

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de missions d'assistance générale partielle ou totale à caractère administratif, financier et technique à maître d'ouvrage pour la conduite des opérations et de conseil et d'appui à la commercialisation des zones d'activités de la CCI du Var.

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

### **1.2 DECOMPOSITION EN LOTS**

Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

### **1.3 SEUILS DE L'ACCORD CADRE**

Le présent accord-cadre s'exécute par marchés subséquents dans la limite des montants suivants :

-Montant minimum : sans

-Montant maximum : 2 840 000 € HT

### **1.4 TERMES COUVERTS ET NON COUVERTS PAR L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre établit les termes selon lesquels seront passés les marchés subséquents qui en découlent.

L'accord-cadre ne fixe pas la totalité des termes des marchés subséquents. Les conditions et caractéristiques particulières d'exécution des prestations seront définies dans chaque marché subséquent sans modifier substantiellement les dispositions de l'accord-cadre.

Ainsi, les marchés subséquents porteront sur les prestations décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (prestations de références).

Cependant, les marchés subséquents pourront également comporter des prestations complémentaires qui ne figurent pas dans les prestations de référence.

Les marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre seront attribués après consultation du titulaire sans mise en concurrence complémentaire.

La consultation dans le cadre des marchés subséquents interviendra lors de la survenance du besoin identifié par la CCI du Var.

Le titulaire s'oblige à remettre des offres acceptables, régulières et appropriées à l'objet de la consultation et devra se conformer en tous points aux demandes de la CCI du Var sous peine de rejet de son offre. A défaut la CCI du Var pourra résilier l'accord-cadre et/ou confier l'exécution du marché subséquent à un autre opérateur économique.

Le titulaire devra présenter des offres financières et techniques au moins aussi avantageuses et qualitatives que les offres présentées lors de la passation de l'accord-cadre. Il peut exceptionnellement motiver des différences de prix correspondant à des prestations spéciales à un marché subséquent ou relevant d'un degré de complexité particulier, en joignant tous les justificatifs étayant la demande. À défaut, il lui sera demandé de recalculer son offre sur la base du référentiel de prix.

**Cahier des Clauses Administratives Particulières en date du 31 janvier 2025 – Accord-cadre mono-attributaire portant mission d'assistance générale à caractère administratif, financier et technique à maître d'ouvrage pour la conduite des opérations et de conseil et d'appui à la commercialisation des zones d'activités de la CCI du Var.**

## **1.5 GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES**

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Le mandataire est tenu de communiquer la convention de groupement et ses modifications éventuelles à la CCI du Var lorsque celle-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire, le titulaire du marché encourt une pénalité dont le montant est défini à l'article 9-3 du présent CCAP.

## **ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG PI, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

### **PIECES PARTICULIERES DE L'ACCORD-CADRE**

- L'acte d'engagement et ses annexes,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCIV fait seul foi,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCIV fait seul foi,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
- Le mémoire technique du titulaire.
- Le DQE proposé pour les seuls temps et nombre d'intervention affectés lesquels constituent un référentiel pour l'exécution des marchés subséquents.

### **PIECES PARTICULIERES DES MARCHES SUBSEQUENTS**

- Un acte d'engagement passé sur la base de l'accord cadre et ses annexes.
- Un cahier d'expression des besoins.
- Toutes autres pièces particulières contractuelles éventuellement réclamées au stade des marchés subséquents et notamment le planning des prestations, la note méthodologique de réponse aux besoins.
- Un cahier des clauses particulières propres au marché subséquent le cas échéant.

Les pièces ci-dessus énoncées pourront être regroupée au sein d'un document unique valant acte d'engagement et cahier des clauses particulières pour le marché subséquent concerné sans incidence sur la hiérarchie des pièces ci-dessus énoncées.

### **PIECES GENERALES**

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAP-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG PI), en vigueur lors du mois de remise des offres.

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent accord-cadre constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent accord-cadre prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du VAR et le titulaire préalablement à la signature du présent accord-cadre.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre.

**Cahier des Clauses Administratives Particulières en date du 31 janvier 2025 – Accord-cadre mono-attributaire portant mission d'assistance générale à caractère administratif, financier et technique à maître d'ouvrage pour la conduite des opérations et de conseil et d'appui à la commercialisation des zones d'activités de la CCI du Var.**

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

### **ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Il devra ensuite adresser cette attestation à la CCI du Var au cours du premier trimestre de chaque année pendant toute la durée de l'accord-cadre. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit justifier, à tout moment, du paiement de ses primes.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés aux opérations des marchés subséquents.

## **ARTICLE 4 – REMUNERATION**

### **4.1 – CARACTERE FORFAITAIRE DES MARCHES SUBSEQUENTS**

La rémunération des marchés subséquents est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites au CCTP de l'accord-cadre et éventuellement précisées dans le cadre des marchés subséquents.

Le caractère forfaitaire des marchés subséquents n'interdit pas de convenir que certaines prestations particulières puissent être rémunérées sur la base de prix unitaires figurant au contrat.

Pour les missions définies aux articles 2.1 à 2.17 du CCTP, la rémunération forfaitaire est déterminée par l'application des taux de rémunération en % et forfaits de référence qui s'appliquent sur le montant total hors taxes du bilan prévisionnel de l'opération (hors foncier et hors rémunération du titulaire) et donnent le montant hors taxes plafond du forfait de rémunération par élément de mission par tranche d'opération.

### **4.2 – MODIFICATION DE LA REMUNERATION**

Les parties conviennent de se rapprocher en vue de l'établissement d'un avenant qu'en cas de modification de programme entraînant une bascule dans la tranche supérieure ou inférieure de montant d'opération telle que prévues aux annexes financières.

Un avenant pourra intervenir dans le cadre de prestations supplémentaires non initialement prévues au marché subséquent.

### **4.3 – CONTENU DES PRIX**

Les prix des marchés subséquents correspondent aux prix des prestations de référence révisés en application des dispositions de l'article 5 du présent document et le cas échéant aux prix de prestations complémentaires qui ne figurent pas dans les prestations de référence mais qui sont nécessaires du fait de la spécificité d'un besoin exprimé dans ces marchés subséquents.

Les prix sont établis nets et hors taxes et comprennent toutes les fournitures de matière et de main d'œuvre, les frais de déplacements, indemnités, locations, tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, etc. et d'une façon générale, toutes dépenses nécessaires au complet et parfait achèvement des prestations spécifiés dans les documents contractuels, y compris ainsi que les frais annexes dont notamment :

- les frais découlant de la prise en compte des contraintes opérationnelles,
- les frais d'établissement et de diffusion des documents,
- le temps passé pour les éventuelles visites de chantier et la participation aux réunions diverses comprenant la rédaction des comptes-rendus,
- les frais pour la réalisation des relevés, des mesures, des calculs et simulations nécessaires à l'exécution des missions,
- le temps passé dans les procédures relatives aux dispositions et coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, tant avec l'établissement qu'avec le coordonnateur,
- l'ensemble des frais et sujétions issus des prestations à exécuter

Ces prix tiennent compte également de toutes les sujétions et circonstances d'ordre local, géographique, climatique ou sanitaire, ainsi que toutes les prestations qui, n'étant pas explicitement spécifiés aux documents contractuels, seraient nécessaires au parfait et complet achèvement des prestations ou conformes aux règles de l'art.

**Cahier des Clauses Administratives Particulières en date du 31 janvier 2025 – Accord-cadre mono-attributaire portant mission d'assistance générale à caractère administratif, financier et technique à maître d'ouvrage pour la conduite des opérations et de conseil et d'appui à la commercialisation des zones d'activités de la CCI du Var.**

Les frais supplémentaires que le titulaire peut être amené à engager pour l'exécution d'une prestation, frais de déplacement, restauration, hébergement, péage ou de stationnement par exemple, ne sauraient donner lieu à une facturation complémentaire.

Les prix sont réputés inclure toute éventuelle prolongation des délais de réalisation de travaux dans le cadre d'une opération.

En outre, le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance de tous les éléments du dossier de consultation des entreprises,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises et s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, tant en qualité qu'en nature, en prenant le cas échéant les renseignements complémentaires et utiles auprès de la CCI du Var,
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution des prestations et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent.

Il ne pourra arguer d'une erreur ou d'une omission dans les pièces du dossier de consultation ou d'une absence de visite des lieux de sa part pour prétendre à une réclamation postérieurement à la notification du présent accord-cadre et des marchés subséquent qui en découlent.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par la CCI du Var.

## **ARTICLE 5 – VARIATION DE PRIX**

### **► 5.1. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois  $m_0$  qui précède le mois fixé pour la date limite de remise des offres (mois zéro- $m_0$ ).

### **► 5.2. Choix des indices de références**

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index ingénierie I (base 2010).

### **► 5.3. Modalités de révision des prix**

La révision prévue par l'article 5.1 ci-dessus, est effectuée par application au prix de l'accord-cadre d'un coefficient de révision donné par la formule ci-après :

$$C = 0,15 + 0,85 \times (I_m / I_0)$$

dans laquelle  $I_0$  : index ingénierie du mois  $m_0$  (mois d'établissement des prix)

$I_m$  : index ingénierie du mois  $m$  (mois de révision).

Le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur.

Le mois "  $n$  " retenu pour la révision est le mois de notification du marché subséquent

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

En cas de disparition d'un indice, la CCI du Var pourra lui substituer l'indice le plus proche, soit par son objet, soit par application des préconisations des pouvoirs publics. En cas de désaccord, le titulaire produit un mémoire de réclamation dans les quinze jours en précisant l'indice qu'il souhaite voir utilisé. Si le désaccord persiste, les

parties conviennent d'une clause de rendez-vous au terme duquel un avenant sera établi. Si les parties ne parviennent pas à s'entendre, l'indice général des prix sera substitué à l'indice disparu.

## **ARTICLE 6 – MODALITES DE PAIEMENT**

### **6.1 – MODALITES DE FACTURATION**

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique. Le mode de règlement est le virement bancaire.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et les annexes de l'accord-cadre ou du marché subséquent concerné.

Le délai de paiement est de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facture.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.  
Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

### **Remise des factures sous format dématérialisé :**

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses co-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

-Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

-Par dépôt au format PDF

-Par saisie en ligne dans le portail.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont pour la CCI du Var :

•Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (SIRET : 188 300 016 00014)

•La mention obligatoire du numéro du n° de marché

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter le site internet de la Communauté CHORUS PRO : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> et/ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail précité.

### **6.2 – ACOMPTE**

La demande d'acompte est établie par le titulaire. Elle comporte le compte rendu d'avancement de la partie technique considérée ainsi que le pourcentage d'avancement de son exécution. Si besoin, un mémoire justifie les sommes auxquelles prétend le titulaire.

Ce pourcentage, après accord de la CCI du Var, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

A partir de la demande d'acompte présentée par le titulaire, la CCI établit l'état de l'acompte à verser au titulaire. Il tient compte de l'effet de la variation des prix prévue par l'article 5 du présent CCAP ainsi que des pénalités et réfections applicables.

### **6.3 – CAS PARTICULIER MISSION DE CONSEIL ET D'APPUI A LA COMMERCIALISATION DES ZONES D'ACTIVITES**

La rémunération de la mission spécifique de conseil et d'appui à la commercialisation des zones d'activités décrite à l'article 2.18 du sera réglée après service fait, de manière trimestrielle, sur présentation de note d'honoraire du prestataire.

### **6.4 – PAIEMENT DES COTRAITANTS**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

### **6.5 – PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS**

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **ARTICLE 7 – AVANCE**

L'option A s'applique.

Conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, une avance de 5 % est accordée au titulaire dans le cadre de la mise en œuvre des marchés subséquents. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le montant de l'avance est versé à la condition que le titulaire n'ait pas expressément renoncé au versement dans cette avance sur l'acte d'engagement ou par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard à la date de notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Cette avance sera remboursable dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 à R.2191-19 du code de la commande publique.



## CHAPITRE III – EXECUTION DE LA PRESTATION

### **ARTICLE 8 – NATURE DE LA PRESTATION**

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de missions d'assistance générale partielle ou totale à caractère administratif, financier et technique à maître d'ouvrage pour la conduite des opérations et de conseil et d'appui à la commercialisation des zones d'activités de la CCI du Var.

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les opérations concernées par le présent accord-cadre sont entendues tous domaines confondus : bâtiment, infrastructures y compris portuaires, équipements type VRD, outillages spécifiques (grues, réseaux, chauffage), gestion de zone industrielle, gestion de zone artisanale ...

Nomenclature Européenne (CPV) :

71520000-9 « Services de conduite de travaux »

71541000-2 « Services de gestion de projets de construction »

71310000-4 « Services de conseil en matière d'ingénierie et de construction »

### **ARTICLE 9 – DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION – PENALITES**

#### **9-1 : DUREE DU MARCHE**

Le présent accord-cadre est conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification pour une durée de quatre ans à compter de la date effet indiquée.

L'accord-cadre pourra également être résilié par l'une des parties dans les conditions fixées au CCAP.

#### **9-2 : DELAIS D'EXECUTION**

Les délais d'exécution particuliers sont déterminés dans les marchés subséquents.

#### **9-3 – PENALITES**

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnés par ses manquements, les pénalités stipulées au présent article, non libératoires, s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'est pas définitive et n'empêche pas la CCI du Var d'en faire application ultérieurement si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, la CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

Les pénalités générales suivantes s'appliquent à l'accord-cadre et à chaque marché subséquent sans qu'il ne soit besoin d'en faire mention dans les documents particuliers :

- Pénalités pour retard de communication du contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants : 100 € par jour calendaire de retard

- Pénalités pour retard de communication de la convention de groupement et ses éventuels avenants : 100 € par jour calendaire de retard.

-Pénalités pour travail dissimulé : Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le maître d'ouvrage **Cahier des Clauses Administratives Particulières en date du 31 janvier 2025 – Accord-cadre mono-attributaire portant mission d'assistance générale à caractère administratif, financier et technique à maître d'ouvrage pour la conduite des opérations et de conseil et d'appui à la commercialisation des zones d'activités de la CCI du Var.**

applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

-Pénalités pour non-respect de la protection des données à caractère personnel (RGPD) et des données à caractère confidentiel : 1 000 € par constat.

- Pénalité pour non remise de documents ou avis écrits : 100 € /jour calendaire de retard

- Pénalité (forfaitaire) pour absence aux réunions : 200 €

- Pénalité (forfaitaire) pour retard répété de plus de 15 (quinze) minutes à une réunion : 100 €

- Pénalité(s) pour sanctionner le non-respect des obligations de moyens (humains, techniques, organisationnels, ...) prévus à l'accord cadre : 500 € par manquement constaté.

- Pénalités pour non-respect des prestations prévues au cahier des charges : 5 % du montant forfaitaire de la prestation par manquement constaté.

Des pénalités particulières à chaque marché subséquent pourront être définies en complément ou substitution de celles qui précèdent.

#### **9-4 –CLAUSE PENALE**

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnés par ses manquements et des pénalités prévues à l'article 9-3, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas la CCI du Var de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, la CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations. La CCI du Var notifiera au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal la mise en œuvre de cette clause.

En cas de non-respect de l'un quelconque de ses engagements contractuels tels que définis au présent accord-cadre, le titulaire encourt outre la résiliation de l'accord-cadre prévue à l'article 16-1 du présent CCAP, le versement d'une somme équivalente à 5% des sommes déjà versées au titulaire. L'application de cette clause ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité du titulaire et ne fait pas obstacle à toute poursuite judiciaire ou contentieuse.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

#### **ARTICLE 10 – CONDUITE DES PRESTATIONS**

Le responsable de la mission du titulaire est indiqué dans chaque marché subséquent.

Les personnels du titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier. De plus, il n'existe aucun rapport hiérarchique entre les agents du titulaire et la CCI du Var.

### **10.1 – EQUIPE AFFECTEE**

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations les personnes dont les profils sont joints à l'offre. Il apporte des garanties de stabilité concernant l'équipe dédiée et s'engage, sauf cas de force majeure, à maintenir ces personnes sur toute la durée du marché.

Par conséquent, en cas d'absence ou de départ du personnel affecté à l'exécution des prestations, le titulaire doit impérativement en aviser le Pouvoir Adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit proposer un remplaçant ayant une qualification de niveau et de compétences équivalents et procède au remplacement du personnel dans les 15 jours maximum.

En cas de non-remplacement, la CCI du Var se réserve le droit de résilier le présent marché pour faute du titulaire et de nommer un remplaçant aux frais et risques du titulaire en application de l'article 27 du CCAG PI.

### **10.2 – RESPONSABLE DE LA MISSION**

En cas d'absence prolongée ou de départ du responsable de la mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent. Le remplaçant est considéré comme accepté si la personne publique ne le récuse pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si la personne publique récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne responsable du marché.

### **10.3 – RECUSATION DU PERSONNEL**

Pendant toute la durée de la mission, CCI du Var se réserve le droit de demander au Titulaire de récuser les personnels du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations. La CCI du Var doit alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles elle souhaite récuser le personnel du Titulaire.

Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans les conditions précisées à l'article 10.1 du présent CCAP.

### **10.4 – RESPONSABILITES**

Le titulaire sera seul responsable des contraventions aux lois et règlements en vigueur.

Le titulaire ne pourra exercer aucun recours contre la CCI du Var en cas de condamnation encourue par lui ou son personnel.

Le titulaire devra veiller à ce que toutes les précautions nécessaires soient prises pour éviter des accidents à son personnel ou à des tiers. Il demeure responsable des accidents qui surviendraient. Le titulaire garantit la CCI du Var de toute action qui serait dirigée contre elle pour des faits de cette nature.

### **ARTICLE 11 – ACCES AUX SITES**

D'une manière générale, le titulaire se conformera au règlement intérieur de chaque établissement concerné et aux obligations particulières régissant l'accès des sites de la CCI du Var.

## **ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire est habilité à sous-traiter dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2191-21 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros T.T.C.

Le titulaire n'est autorisé à sous-traiter les prestations, objet du marché, qu'à la condition d'avoir obtenu de la CCI du Var l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire ne peut pas sous-traiter la totalité du marché.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

En cas d'accord par la CCI du Var, le titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels et tout autre représentant de sa société se soumettent aux obligations figurant dans le présent CCAP, tant en ce qui le concerne qu'à ses salariés.

En cas de non-respect de cette obligation, seront appliquées les sanctions prévues aux articles 9.4 et 16.1 du présent CCAP.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité dont le montant est défini à l'article 9.3 du présent CCAP.

## **ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les dispositions de l'article 5 du CCAG PI s'appliquent.

Le titulaire considère comme strictement confidentiel et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent contrat.

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation ainsi qu'à maintenir secret tout renseignement intéressant la défense nationale.

Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

### **ARTICLE 14 – PROPRIETE INTELLECTUELLE**

La CCI du Var dispose de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les résultats.

Par dérogation au Chapitre 6 du CCAG PI, les dispositions des articles 23, 24 et 25 (Option B) du CCAG PI approuvé par arrêté du 16 septembre 2009 s'appliquent.

Le titulaire cède au fur et à mesure de l'exécution du marché les droits de propriété intellectuelle afférents aux enquêtes, études et documents issus du contrat, de façon exclusive à la CCI du Var pour toute la durée légale de protection des droits, pour tous les pays et toutes les langues.

L'accord exprès et préalable de la CCI du Var devra par ailleurs être obtenu avant toute utilisation ou publication de l'étude ou d'une partie de l'étude.

Ces droits de propriété intellectuelle incluent les droits d'utilisation, d'adaptation, de reproduction, de représentation et d'exploitation des résultats en tout ou partie, comme précisé ci-après :

- le droit d'utilisation qui se traduit par le droit d'utiliser les documents et études pour tous usages, à quelque titre que ce soit,
- le droit d'adaptation comprend le droit de corriger les erreurs, le droit d'établir toute version, en langue française et étrangère et en tout langage notamment informatique, de tout ou partie des documents ou études, et plus généralement le droit de traduction, d'arrangement, de modification, d'adaptation, de transformation en tout ou partie et sous forme écrite, orale, télématique, numérique, etc. des résultats aux fins de tout type d'utilisation et/ou d'adaptation,
- le droit de reproduction comporte notamment le droit de stocker les documents et études sur tout support, le droit de reproduire ou de faire reproduire les documents et études, par tous moyens, sous toutes ses formes et sur tous supports, notamment informatiques (CD-ROM, DVDROM, etc.) et sur tout support présent ou à venir, en un nombre d'exemplaires illimité,
- le droit de représentation comporte notamment le droit de représenter ou de faire représenter publiquement les documents et études ou leurs exploitations secondaires par tous procédés connus ou inconnus à ce jour, à savoir la diffusion, la communication par voie analogique et/ou privés, nationaux et/ou internationaux, dans les circuits de diffusion spécialisés ou grand public ;
- le droit d'exploitation qui comporte notamment le droit d'exploiter directement et/ou d'accorder à des tiers, tant en France, qu'à l'étranger par voie de cession ou de concession, exclusive ou simple, transférable ou non, à titre gratuit ou onéreux, les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation et/ou d'exploitation des documents et études.

La cession des droits de propriétés intellectuelles est incluse dans le prix de l'étude.

Le titulaire spécifiera tous les éléments des rapports et documents produits dans le cadre de l'étude sur lesquels il existe déjà un droit d'auteur ou tout autre droit de propriété. Il garantira avoir obtenu des titulaires desdits droits ou de leurs représentants légaux l'autorisation d'utiliser lesdits éléments pour les besoins de l'étude. Tout paiement dont le soumissionnaire serait redevable pour le prix de cette autorisation serait, le cas échéant, à la charge du soumissionnaire.

## CHAPITRE V – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

### **ARTICLE 15 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET DECISIONS**

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit l'acheteur de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, l'acheteur n'informe pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

#### Point de départ du délai des opérations de vérification :

En application de l'article 28.3.1 du CCAG-PI, le point de départ du délai est la date de remise des livrables prévus dans les marchés subséquents par le titulaire à l'acheteur.

#### Admission, ajournement, réfaction et rejet :

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 29 du CCAG-PI (admission tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, l'acheteur dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, du même délai que celui indiqué ci-dessus.

La décision de rejet ou d'ajournement précisera les remarques de l'acheteur sur les prestations réalisées et par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, fixera le délai imposé au titulaire pour corriger celles-ci.

## **ARTICLE 16 – RESILIATION**

### **16.1 – RESILIATION POUR FAUTE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent accord-cadre, la CCI du Var serait en droit de résilier celui-ci de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 39.2 du CCAG PI.

La résiliation sera notifiée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG PI.

Elle prendra effet, conformément à l'article 36 du CCAG PI à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire et n'exclut pas l'application des sanctions prévues à l'article 9.4 du présent CCAP.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard prévues à l'article 9.3 du présent CCAP.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Par ailleurs la CCI du Var sera en droit de pourvoir à l'exécution du marché aux frais et aux risques du titulaire conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG PI.

### **16.2 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL**

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation de l'accord-cadre. Sauf dans les cas de résiliation prévus aux articles 30 et 32 du CCAG/PI, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre et/ou ses marchés subséquents pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché subséquent, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de **3 %**.

### **16.3 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Les dispositions de l'article 27 du CCAG PI s'appliquent.

## **ARTICLE 17 – LITIGES**

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Toulon.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

## **ARTICLE 18 – DISPOSITIONS DIVERSES**

### **18.1 – NON VALIDITE PARTIELLE**

Si une ou plusieurs stipulations du présent accord-cadre sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

### **18.2 – REFERENCE**

Si le titulaire veut user de la référence de la CCI du VAR, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

### **18.3 – ANNEXES AU MARCHÉ**

Les annexes au présent accord-cadre en font partie intégrante.

### **18.4 – LANGUE**

Les correspondances relatives au présent accord-cadre sont rédigées en langue française.

### **18.5 - NOTIFICATIONS ET MISE EN DEMEURE :**

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera en application des dispositions des articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG PI.

### **18.6 – MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION**

Toute modification de la réglementation afférente aux activités exercées ayant des incidences sur les dispositions prévues au présent accord-cadre seront automatiquement prises en compte sans que soit nécessaire la passation d'un avenant sauf si elle entraînerait une modification du coût de la prestation.

### **18.7 – CLAUSES DE REEXAMEN**

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution :

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles,
- cession de contrat pour tout motif notamment en cas de remplacement d'un ou plusieurs membres du groupement.

**Cahier des Clauses Administratives Particulières en date du 31 janvier 2025 – Accord-cadre mono-attributaire portant mission d'assistance générale à caractère administratif, financier et technique à maître d'ouvrage pour la conduite des opérations et de conseil et d'appui à la commercialisation des zones d'activités de la CCI du Var.**



La proposition de remplacement doit être préalablement acceptées par l'ensemble des membres du groupement, y compris le membre remplacé.

La CCI du Var vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

#### **ARTICLE 19 : EXCLUSIONS DU PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre des besoins exceptionnels par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement de l'accord-cadre.

#### **ARTICLE 20 : RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celle du présent accord-cadre pourra être exécutée par le même titulaire dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés négociés.

#### **ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU CCAG PI**

Le présent CCAP déroge à l'article 1.2 du CCAG PI. A titre non limitatif, les dérogations au CCAG PI explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

<b>ARTICLES</b>	<b>C.C.A.P</b>	<b>C.C.A.G. PI</b>
Documents contractuels	art. 2	art. 4.1
Variation des prix	art. 5.1	art. 10.1
Pénalités	art. 9.3	art. 14 ; 3.6.3
Clause pénale	art. 9.4	art. 14
Conduite des prestations	art. 10	art. 3.4.3
Utilisation des résultats	art. 14	Chapitre 6
Vérifications et décisions	art. 15	art. 28.4.2, 28.5 et 29.2.1
Résiliation	art. 16.2	art. 40
Dérogations	art. 21	art. 1.2